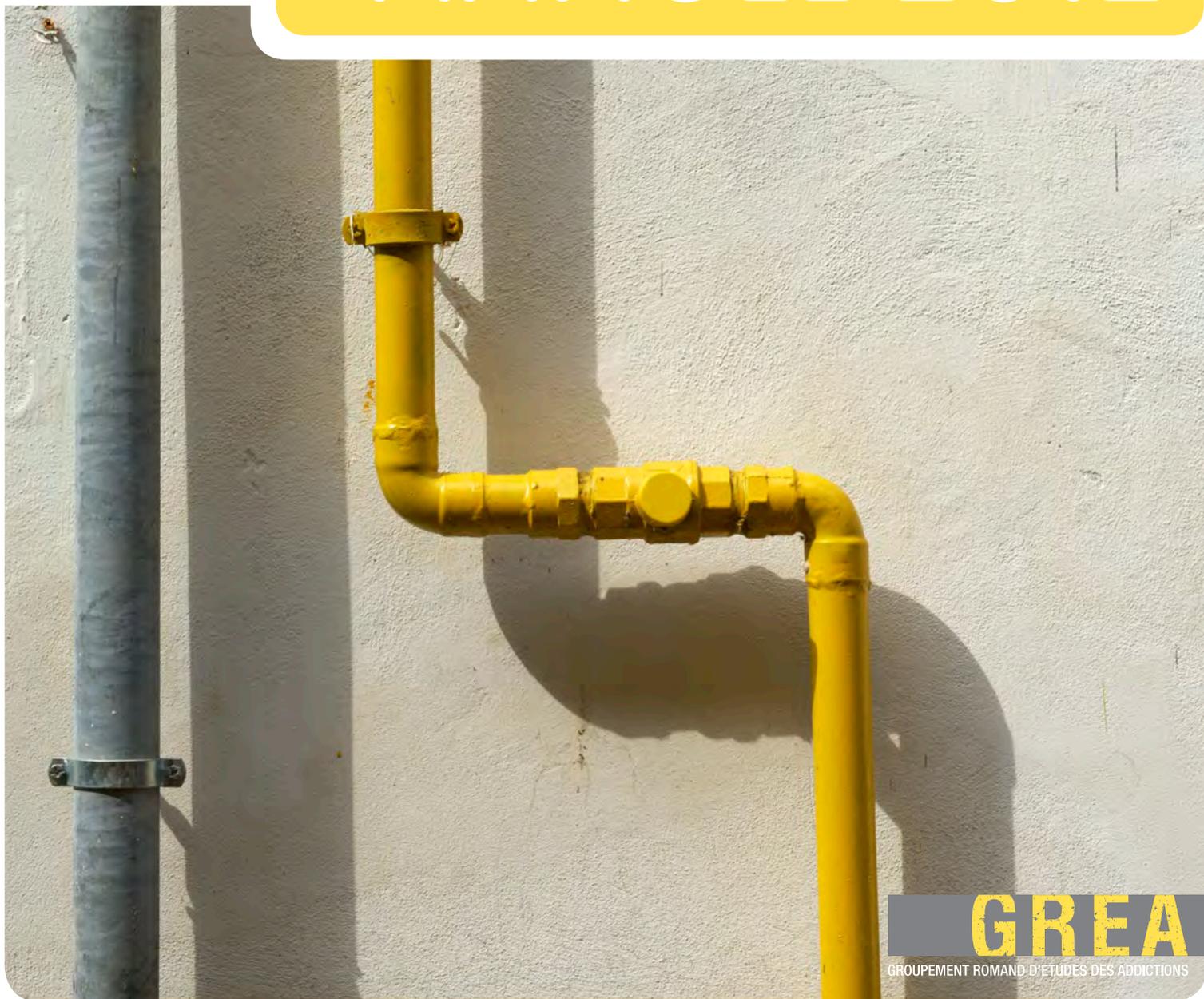


RAPPORT ANNUEL 2012



GREA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

RAPPORT ANNUEL 2012

« Chaque fois que nous découvrons quelque chose qui nous semble si étrange et si incompréhensible que la seule explication que nous puissions en donner est une version quelconque de « Ils doivent être fous », nous devrions systématiquement suspecter que nous manquons grandement de connaissances sur le comportement que nous étudions. Il vaut mieux supposer que tout cela a un sens et en rechercher la signification. »

Howard Becker

BILLET DU PRÉSIDENT 2

PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

LES PLATEFORMES 3

Plateforme adolescents

SIP - Projet Service Itinérant de Prévention

Plateforme alcool

PNA - Programme national alcool

Plateforme conduites à risque chez les jeunes en foyer

Cyberaddiction : état des lieux et projet pilote

Plateforme genre et dépendances

ALCOCHOIX+

Plateforme jeu excessif

PAC et PAC plus - Plans d'action cantonaux alcool

Plateforme nightlife

Jeunes, alcool, espace public : renforcer la collaboration entre les acteurs

Plateforme prévention

Prise en compte du tabac dans les lieux spécialisés en addiction

Plateforme prisons

In medias : au cœur du dialogue

Plateforme réduction des risques

Interventions dans les HES

Plateforme travail social hors-murs

COORDINATION ET REPRÉSENTATION 15

LES FORMATIONS 9

Formations sur mesure

Communication

Conférences, colloques et journées publiques

Communiqués de presse et prises de position

Partenariats suisses et internationaux

L'INVITÉ 10

Jean-Pierre Couteron, président de la Fédération Addiction

Représentation politique au niveau national

COUP DE PROJECTEUR 18

Hyperconnectivité

LES MANDATS 11

Fordd - Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

FINANCES 19

IP - Intervention Précoce : un modèle pour accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité

L'ÉQUIPE 21



BILLET DU PRÉSIDENT

Cédric Fazan, Président du GREA

Je ne saurais commencer ce mot sans remercier spécialement Viviane Prats et Pierre-Yves Aubert, présidente et vice-président du GREA jusqu'en mai 2012. En effet, la décision d'assumer la fonction de président fut grandement facilitée par le travail accompli par eux durant de nombreuses années. Accompagnés et épaulés par les membres du comité et les professionnels du secrétariat, ils ont transmis à la relève une association en pleine santé. À eux et à leurs compagnons de route au GREA qui nous ont précédés, je lance un immense merci.

L'année 2012-2013 a été une année de consolidation au sein des réseaux actifs dans le milieu de l'addiction. En plus de nos coopérations avec nos partenaires que sont entre autres Addiction Suisse et Infodrog, je ne peux que me réjouir des rapprochements effectués avec nos collègues du CoRoMA (Collège Romand de Médecine de l'Addiction), de la CRIAD (Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine de l'Addictions), du Fachverband Sucht et de Ticino Addiction. Les partenariats du GREA dépassent nos frontières, ainsi nous entamons des collaborations avec nos collègues français de la Fédération Addiction et de l'IREMA (Institut de Recherche et d'Enseignement des Maladies Addictives). Il en ressortira à n'en pas douter une meilleure coordination et une capacité accrue de mettre en synergie nos compétences particulières tant dans les domaines de la pratique, de la recherche, de la formation que du lobbying politique. Les partages de bonnes pratiques et la promotion de modèles pragmatiques de prises en charge des personnes en situation d'addictions et de leurs proches s'en verront assurément renforcés par cette communauté d'intérêt.

Outre ses mandats de coordination et de formation à destination des professionnels, le GREA, comme association de professionnels, endosse des responsabilités multiples tant au niveau des cantons, de la Romandie que de la Confédération. L'une des compétences phares fortement développée par le secrétariat, ces dernières années, est le lobbying politique. La capacité de faire remonter la voix des professionnels de terrain, de sensibiliser les décideurs politiques et les responsables des administrations publiques aux enjeux du champ des addictions est un travail exposé, miné parfois, et de longue haleine. Le GREA est reconnu aujourd'hui dans ce domaine complexe comme un acteur de premier plan. Et au vu des durcissements dans

l'application de la politique drogue et du mouvement contraire de libéralisation de la politique alcool, nous sommes convaincus de l'urgence et de la pertinence de concentrer encore nos ressources dans ce type de prestations dans les années à venir, de manière à garantir aux professionnels la possibilité d'être partie prenante dans le processus démocratique.

Dans le contexte actuel, il est impératif pour le GREA de favoriser le lien avec ses membres. Le GREA grandit, dépassant les 400 membres individuels et les 10 membres institutionnels, et il est temps de redessiner la communication à l'interne de l'association : entre les plateformes ; entre elles, les membres et le secrétariat. Ses membres sont la véritable richesse de l'association. Et si ceux-ci sont toujours plus engagés au sein de leurs institutions respectives et que le temps pour l'associatif diminue légitimement, c'est au comité et au secrétariat de trouver une nouvelle façon de récolter les informations, les réalités, les réussites et les difficultés du terrain. Notre nouveau site internet est une tentative de réponse à ce besoin de l'association. Non seulement informatif, ce site donne la parole à ses membres. Nous sommes reconnaissants d'avoir pu mettre sur pied cette plateforme interactive. Elle ne demande qu'à ce qu'on s'en serve sans réserve !

Pour terminer ces lignes, je formule chaleureusement un triple MERCI :

- Un va à l'ensemble des collaborateurs-trices du secrétariat ainsi qu'au secrétaire général qui chaque jour s'investissent sans compter dans cette aventure qu'est le GREA,
- Un à mes collègues du comité pour leurs appuis, leurs regards affutés et leur humour vital,
- Et un à vous toutes et tous pour votre confiance et votre engagement.

CETTE ANNÉE À NOUVEAU, LES PLATEFORMES ONT MONTRÉ LEUR IMPORTANCE EN FAVORISANT L'ÉCHANGE DES PRATIQUES, LA RÉFLEXION ET EN CONTRIBUANT À LA VALORISATION DES BEST PRACTICES.

LES PLATEFORMES RASSEMBLENT DES PERSONNES ENGAGÉES ET DES PROFESSIONNELS PROVENANT DE DIFFÉRENTS HORIZONS, QUI PARTAGENT UN SOUCI COMMUN D'AMÉLIORATION DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE. ELLES SE RÉUNISSENT 3 À 4 FOIS PAR ANNÉE.

LE GREA A EU LE PLAISIR D'ACCUEILLIR, CETTE ANNÉE, UNE DIXIÈME PLATEFORME : LA PLATEFORME « CONDUITES À RISQUE CHEZ LES JEUNES EN FOYER ». ENSEMBLE, ELLES ONT MONTÉ DES PROJETS POUR LES PROFESSIONNELS DE LEUR DOMAINE ET LA COMMUNAUTÉ AU SENS LARGE. C'EST PAR CETTE COLLABORATION SUR LE TERRAIN QUE LE CHAMP DES ADDICTIONS EN SUISSE ROMANDE CONTINUE À SE PLACER DANS UNE PERSPECTIVE DE CONSTANTES AMÉLIORATIONS. LE GREA TIEN À REMERCIER CHALEUREUSEMENT TOUS LES PARTICIPANTS AUX PLATEFORMES POUR LEUR TRAVAIL, LEUR INVESTISSEMENT ET LEUR ENGAGEMENT.

PLATEFORME ADOLESCENTS

Coordination : Isabelle Philippe, Cerfasy, Neuchâtel et Patrice Charpentier, Le Repuis, Grandson

La plateforme adolescents poursuit la tâche qu'elle s'était fixée en 2009 : la mise en forme des idées que nous développons et discutons régulièrement lors de nos réunions et que nous avons partagées aussi lors de notre journée de formation en 2009. Le travail avec les adolescents aux prises avec des consommations de substances a des spécificités que l'addictologie classique connaît mal et qui, à notre connaissance, n'ont pas beaucoup été développées. Nous remarquons un réel besoin autant chez les professionnels de l'addiction que chez les professionnels de l'adolescence de guidelines qui leur permettent d'étayer leur travail et de stimuler leur réflexion.

Le travail de rédaction de notre brochure ou manifeste avance, même si c'est à petits pas. Il s'appuie sur 3 idées phares :

1. on ne peut pas travailler avec les adolescents sans travailler avec leur famille,
2. il est possible de travailler avec la contrainte et celle-ci est souvent un levier nécessaire pour pouvoir agir avant qu'il ne soit trop tard,
3. il faut pouvoir travailler sans exclusion avec des jeunes dont le parcours est déjà souvent émaillé d'exclusions et de violences.

Nous rejoignons ainsi les idées développées par Roch Tremblay et Jean-Paul Gaillard lors de notre formation en 2009 et celles de Roland Coenen qui a animé un séminaire au GREA ce printemps sur le thème de la pédagogie non punitive.

La plateforme s'est réunie à quatre reprises cette année. Un travail conséquent en sous-groupe a été mené. Quasi tous les cantons romands sont représentés. Ces séances sont toujours très riches d'expérience et de partage. C'est toujours un bonheur de les animer sur un sujet qui nous tient tant à cœur : merci à tous !

PLATEFORME ALCOOL

Coordination : *Rose-Marie Notz, Fondation vaudoise contre l'alcoolisme, Lausanne*

La plateforme alcool s'est réunie 4 fois en 2012. Voici les principaux thèmes abordés :

- La révision totale de la loi sur l'alcool.
- L'efficacité de la prévention structurelle.
- La vente d'alcool 18/18 ?
- Le traitement indifférencié selon les substances en traitement ambulatoire.
- La journée nationale alcool du 10 mai 2012 : Où est le problème ?
- La semaine Alcool 2013.

Les préoccupations de la plateforme ont été orientées, cette année encore, vers l'actualité politique, les mesures de prévention structurelles et l'évolution de la thématique des addictions dans le domaine de l'alcoologie. La révision de la loi sur l'alcool est l'occasion de défendre nos valeurs et notre expertise auprès des décideurs, de faire des propositions pragmatiques et constructives pour améliorer la prise en charge et la prévention des problèmes induits par la consommation problématique d'alcool en Suisse. Les lobbys économiques sont puissants et notre voix n'est pas facile à faire entendre dans ce débat. La journée nationale alcool 2012 et la semaine alcool 2013 sont des opportunités pour faire connaître nos prestations et interpeller la société civile sur ces questions. Nous restons mobilisés pour la suite de ce défi !

PLATEFORME CONDUITES À RISQUE CHEZ LES JEUNES EN FOYER

Coordination : *Sophie Barras Duc et Jean-Luc Gross, REPER, Fribourg*

Le 3 octobre 2012 est née la première plateforme « Conduites à risque chez les jeunes en foyers », animée par des collaborateurs de REPER, secteur IP.

Son but était de réunir, autant des éducateurs travaillant en foyers, ou dans d'autres domaines comme en milieu ouvert, que des maîtres socio-professionnels des SEMO ou des PREFO. Ces professionnels sont confrontés régulièrement à « des conduites à risque » touchant les adolescents. Celles-ci sont souvent présentes notamment dans les domaines des addictions comme par exemple : la consommation excessive d'alcool, de cannabis, etc. Et n'oublions pas également dans d'autres addictions comme l'usage excessif des écrans, les jeux en ligne, l'hyperconnectivité, la sexualité (en ligne ou non) ou encore la violence sous différentes formes.

L'objectif principal de cette première plateforme était de donner la possibilité à ces professionnels d'échanger avec leurs pairs d'autres structures sur leurs pratiques d'interventions. Celles-ci peuvent se situer dans des axes très différents mais complémentaires (de la prévention universelle, de la prévention spécifique, de l'intervention précoce). Elles débouchent souvent sur une meilleure cohérence éducative, avec la mise en place d'outils adéquats et spécifiques utilisables par chacun

au sein de leur structure éducative ou professionnelle.

La finalité étant bien sûr d'améliorer et de favoriser la prévention et la prise en charge précoce des conduites à risque chez les adolescents.

Dans les objectifs particuliers, les thématiques suivantes ont été abordées :

- Identifier les conduites à risque dans leur structure spécifique.
- Identifier l'existant au sein de leur structure spécifique en termes de prévention et de promotion de la santé.
- Imaginer la mise en place d'un projet de prévention, de promotion de la santé au sein de leur structure spécifique tout en mettant en avant l'implication des collaborateurs et de la direction dans un tel projet.
- Et, dernier objectif, plus en lien avec la plateforme : les modalités de rencontres et d'interventions au sein de la plateforme. Notamment, la valorisation d'un espace de partage, de ressources et de mise en réseau des compétences.

Deux catégories de professionnels ont été représentées. La première, composée de personnes utilisant

déjà et pour certaines, depuis de nombreuses années, l'outil de prévention GOUVERNAIL. L'autre catégorie recherchant plutôt des pistes et des outils pour d'abord convaincre leur direction de sortir d'une unique pure et simple interdiction de consommation, et de mettre en place une véritable politique de prévention.

Suite à cette première plateforme, il est apparu évident aux animateurs de devoir mettre sur pieds deux plate-

formes distinctes en 2013. En effet, même si l'échange a eu lieu à la satisfaction des participants, ceux qui utilisaient déjà un outil de prévention comme GOUVERNAIL ont beaucoup pu, dû expliciter leurs pratiques et malheureusement, ont peu exprimé leurs besoins de développements. C'est ce qui se fera en 2013.

Pour plus d'informations sur l'outil de prévention GOUVERNAIL : www.gouvernail.ch

PLATEFORME GENRE ET DÉPENDANCES

Coordination : Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne

Cette année, la plateforme s'est réunie à quatre reprises. Notre action consiste à stimuler la réflexion et l'échange sur des questions en lien avec les addictions dans une perspective genre. Comme support, nous donnons la parole à des professionnels-le-s afin de faire connaître des projets romands et de susciter échanges et discussions.

Les thèmes suivants ont été abordés :

- Comment valoriser les expériences positives tenant compte du genre dans le domaine des addictions ?
- Poursuite de la réflexion et élaboration d'une fiche technique qui permet une approche synthétique

des projets genre (voir sur le site du GREA, plateforme Genre).

- Discussion et échange sur le positionnement professionnel en tant que femme ou en tant qu'homme (- dans l'institution ;- avec les personnes accueillies ?).
- Usage de substances psycho-actives et femmes incarcérées, Nicolas Peigné et Catherine Ritter.

La promotion de l'approche genre est au cœur des préoccupations de la plateforme et nos activités se poursuivent dans ce sens.

PLATEFORME JEU EXCESSIF

Coordination : Coralie Zumwald, Centre du Jeu Excessif, Lausanne et Gwenaëlle Sidibé, Rien ne va plus, Genève

En 2012, la plateforme a connu plusieurs changements de coordination avec le départ de Yaël Liebkind de l'association Rien ne va plus (GE), puis de Juliane Torrent de REPER (FR) et finalement d'Antonella Luongo du Centre du Jeu Excessif (Vaud). Trois séances ont été organisées afin d'échanger sur des problématiques concrètes rencontrées par les professionnels sur les questions des jeux de hasard et d'argent et de partager l'actualité et les projets de chaque centre. Il a été décidé d'aborder les thématiques des jeux d'argent et des médias électroniques et d'inviter des partenaires en fonction des thèmes choisis.

En 2012, nous avons abordé la thématique de l'endettement des joueurs, et celle des proches de personnes confrontées à un jeu excessif. Les membres de la plateforme se sont

impliqués dans l'organisation de la journée du GREA « Internet et nouveaux médias : addict or not addict ? » et ont notamment participé à une table ronde de clôture.

Enfin, le projet SIP (Service itinérant de prévention), initié par la plateforme en 2011, a reçu un financement de la Loterie Romande pour une phase pilote menée en 2012. Pour rappel, le projet SIP visait à développer des synergies entre les dépositaires des loteries électroniques (DLE) et le réseau socio-sanitaire, afin de renforcer la protection des joueurs problématiques. Un rapport final et des recommandations ont été produits. Ces espaces de discussion entre les professionnels de la prévention et les dépositaires ont permis de recueillir des informations précieuses sur les bonnes pratiques, mais également, des propositions de synergies futures possibles.

PLATEFORME NIGHTLIFE

Coordination : *Thierry Humair, CPTT, La Chaux-de-Fonds*

La plateforme nightlife du GREA a vu le jour en 2001 suite à l'enquête de l'ERIT « projet psychostimulants 2001 ». Elle est composée de représentants de tous les cantons romands. Elle compte en son sein aussi bien des associations actives sur le terrain (Addictions Valais, Danno.ch, FNA, Fondation Contact Tavannes, Fondation Vaudoise contre l'Alcoolisme, Nuit Blanche, Raid Blue, REPER, Trans-AT) que des instituts de recherche (IUMSP) ou de coordination (Infodrog, Rel'ier).

La plateforme s'est réunie à trois reprises au cours de l'année 2012. Cette dernière a été riche en ce qui concerne ses préoccupations :

- Le questionnaire national mis sur pied par un groupe de travail piloté par Infodrog est finalisé et utilisé (les premières données sont analysées par l'ISGF).

- La première journée nationale Safer Nightlife Swiss, organisée à Bienne au mois de septembre 2012, a connu un grand succès.

L'année 2012 est une année de transitions et de changements pour la plateforme. Pour des questions de réorganisation interne, Trans-AT (seul acteur romand à pratiquer le testing) s'est retiré de la plateforme, et l'Action Nuit Blanche? a décidé de recentrer ses activités sur les projets nationaux. La plateforme a toujours bien fonctionné lorsqu'elle portait des projets (charte nightlife, brochure Just Say Know, etc.). Cette baisse de « régime » n'est donc peut-être que passagère, ou alors montre-t-elle que la plateforme, dans son modèle actuel, a vécu ?

PLATEFORME PRÉVENTION

Coordination : *Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in, Neuchâtel*

La plateforme s'est réunie à 5 reprises durant l'année 2012. De nouveaux membres l'ont rejointe et ceci donna lieu à des présentations d'organismes et de projets de prévention jusque-là mal connus. Juste avant son départ d'Addiction Valais, Patrick Suard fit une démonstration exhaustive du « Quizz, je gère ! ». Ce bel outil fut l'occasion pour les services de prévention, de passer en revue des modes d'attribution des mandats en milieu scolaire dans les différents cantons romands.

Le fil rouge de l'année fut incontestablement le spectacle Yoko-ni dédié aux jeux vidéo et aux univers virtuels. Les différentes déclinaisons cantonales élaborées autour de ce spectacle ont occupé une partie des discussions et plusieurs expériences furent présentées.

La journée organisée par le GREA et l'ARPAE autour de l'approche expérientielle en lien avec l'intervention précoce a suscité le débat et a débouché sur des pistes de travail pour de prochaines rencontres de la plateforme en 2013 ou... au-delà !

Par exemple, poursuivre le questionnement sur la lecture sociologique de la prise de risque à l'adolescence avec Sophie Le Garrec, échanger avec Alain Morel sur une étude de cas afin d'identifier et de clarifier les spécificités de l'approche expérientielle. Ces propositions découlent de l'envie des membres de la plateforme de parvenir à dépasser la simple transmission d'informations et de participer à un mouvement d'appropriation de certaines notions.

L'ultime souhait pour 2013 concerne l'Intervention précoce. Les membres du groupe ont parfois l'impression que l'intervention précoce souffre d'une appellation abusive et une question les taraude... une AOC est-elle encore possible ?!!

PLATEFORME PRISONS

Coordination : *Nicolas Peigné, Hôpitaux Universitaires, Genève*

Cette année encore, avec ses trois réunions, la plateforme a montré le besoin des professionnels de tous bords, œuvrant de près ou de loin dans l'univers carcéral et le champ des addictions, d'échanger entre eux sur leurs pratiques.

Nous avons collégalement décidé d'un fil conducteur à nos rencontres, à savoir, comment rationaliser la prise en charge médico-sociale d'un détenu dans le but de garder un cap cohérent et pragmatique durant la détention. Nous avons baptisé ce projet qui est encore à l'état embryonnaire, « Plan d'exécution de la santé » comme un pendant du plan d'exécution de la sanction.

Par ailleurs, la plateforme poursuit son but de formation. Nous avons reçu en fin d'année, Anne-Dominique Secretan (infirmière à l'Equipe Mobile de Soins en milieu Pénitentiaire, Genève) pour une présentation concernant la relaxation dynamique en milieu pénitentiaire comme approche complémentaire aux troubles anxieux.

Nous rappelons ici que la plateforme est un moment d'échange et de partage d'informations, que le groupe est ouvert non seulement aux professionnels de la santé, du social et de l'associatif mais aussi aux professionnels du pénitentiaire : soyez les bienvenus !

PLATEFORME RÉDUCTION DES RISQUES

Coordination : *Christophe Al Kurdi, Rel'ier, Lausanne*

L'année 2012 a été marquée par le grand retour de la « question drogue » au devant de la scène publique. Plus grande visibilité du deal de rue, multiplication des pétitions et articles de presses incendiaires ont conduit la plupart des cantons romands à mettre en œuvre une politique répressive tous azimuts ; visant indistinctement dealers et usagers de drogues illégales.

Afin de rappeler à la population qu'il existait d'autres outils à disposition des pouvoirs publics que la seule répression, le GREA et la plateforme ont réactivé le site internet « www.lstup.ch ». Malheureusement, cette campagne n'a eu que peu d'échos médiatiques ; et les structures ont dû continuer leur travail dans un environnement fortement péjoré, marqué par une augmentation des prises de risques de la part des usagers.

Pour finir sur une note positive, on relèvera avec satisfaction la reprise et l'adaptation de notre brochure « 20 idées fausses sur la RdR » par nos confrères parisiens de Gaïa. On soulignera également, l'excellent travail de Gaïlan Handshin, « Achat de matériel stérile en Suisse romande : étude des potentiels d'économie » qui nous a permis de prendre note des possibilités très limitées d'économies possibles par ce biais.

PLATEFORME TRAVAIL SOCIAL HORS-MURS (TSHM)

Coordination : Gonzalo Perez, Fondation AACTS, Vevey et Anaïs Rapo, Association Café Cornavin, Genève

La plateforme romande du TSHM s'est à de nombreuses reprises questionnée quant à la reconnaissance de son champ d'intervention, notamment par les autorités politiques et les mandants. Afin de mener un travail concret par et pour les professionnels de terrain, une délégation a été créée. Cette dernière, formée de cinq membres de la plateforme, s'est fortement investie à l'élaboration d'un référentiel de pratiques ayant pour objectif de décrire ce que font les TSHM au sein de leurs interventions.

Suite aux premières rencontres de la délégation, il est vite apparu la nécessité de rassembler les divers partenaires concernés de près par le travail social hors-murs. La délégation a ainsi proposé la création d'une communauté d'intérêts réunissant la plateforme romande du TSHM - représentée par sa délégation - les instances de formation (HETS Genève) et les institutions employeurs-partenaires (Reli'er, REPER, Fase, commune d'Yverdon-les-Bains). Cette communauté d'intérêts a pour visée de dégager des dénominateurs communs au travers de regards croisés. Elle permet de questionner la formation, les pratiques ainsi que les enjeux inhérents à cette forme d'intervention. Cette communauté d'intérêt s'est formalisée par la signature d'une convention tripartite lors de la journée réflexive à Mauborget.

Cette rencontre a été mise en place afin d'initier le travail de recherche sur le référentiel. Une cinquantaine de TSHM de toute la Suisse romande ont échangé sur leurs pratiques. La délégation poursuit désormais son travail avec l'appui de l'HETS de Genève.

D'autre part, durant l'année 2012, la plateforme a accueilli des collègues TSHM du Tessin lors d'une des rencontres TSHM romandes en Valais. Les premiers échanges permirent d'identifier les objectifs communs au travers d'une pratique et de valeurs similaires. Depuis, les TSHM tessinois font partie intégrante de la plateforme romande des TSHM. Toujours axée sur une volonté de partage et d'échange de pratiques et d'expériences, la plateforme romande s'applique également à reprendre contact avec ses confrères de la Suisse alémanique.

Les cinq rencontres de la plateforme en 2012, organisées à Meyrin, Sion, Yverdon-les-Bains, Morges et Lausanne, ont permis d'échanger autour des vécus, des expériences de terrain, ainsi que des différentes tactiques et stratégies employées. Différentes thématiques liées au champ professionnel du travail hors-murs ont été dégagées et traitées, telles que la problématique de la zone d'intervention, dite « grise », la mobilisation de ressources et d'outils face à la violence ou encore la réflexion autour des notions de « savoir-faire » (compétences fonctionnelles) et de « faire-savoir » (communication et visibilité).

Ces rencontres sont importantes, tant au niveau de l'intervention entre professionnels de terrain, qu'au niveau de la défense, de la communication et de la promotion du travail social hors-murs.

LES FORMATIONS DU GREA

En 2012, l'offre globale de formation du GREA s'est composée de 18 modules (quatre d'entre eux ont dû être annulés), de 2 formations demandées par des institutions et d'une journée publique sur la cyberaddiction. L'ensemble de ces prestations a touché 279 personnes.

La formation de base aux addictions lancée en 2011 pour les professionnels et les bénévoles occasionnellement concernés par les addictions rencontre une belle audience et a été redonnée 2 fois en 2012.

D'autre part, les liens avec l'IREMA à Paris se sont concrétisés par diverses interventions du GREA dans leur programme de formation (Intervention précoce notamment), ainsi que la construction progressive d'une offre de formation mieux intégrée avec nos collègues français.

Les formations suivantes ont été délivrées :

Printemps 2012

- Addictions et parentalité : Accompagner les parents dépendants et leurs enfants
- Thérapie familiale multidimensionnelle (MDFT)
- In medias : outil de prévention des médias électroniques
- Séminaire d'introduction à l'alcoologie
- Outils et techniques d'animation de groupe
- Formation de base en addictions
- Approfondir mes compétences relationnelles au travail
- Entretien motivationnel (niveau 2)
- Analyse de pratique

Automne 2012

- Supervision de la pratique de l'entretien motivationnel
- Réduire les risques liés à la consommation de substances psychoactives et prévenir les overdoses
- Médias électroniques: quels risques pour quels usages ?
- La prévention de la rechute basée sur la pleine conscience
- Les modes de consommation des produits et les risques associés
- Alcochoix+, un programme de consommation contrôlée d'alcool
- Entretien motivationnel (niveau de base)
- Formation de base en addictions
- Travailler avec des adolescents en situation de vulnérabilité

FORMATIONS SUR MESURE

1. En juin, deux professionnels sont intervenus dans la formation de base des policiers neuchâtelois et de la partie francophone du canton de Berne.
2. En novembre, une formation à l'entretien motivationnel a été donnée pour le personnel de Profa Renens.

CONFÉRENCES, COLLOQUES ET JOURNÉES PUBLIQUES

- Le 29 mars 2012 s'est déroulée, à Lausanne, une journée sur la cyberaddiction intitulée « Internet et nouveaux médias : addict or not addict ? ». Elle a réuni 93 personnes.
- Le 24 mai 2012 a eu lieu le colloque du GREA à Martigny autour de la thématique « Consommer de l'alcool : enjeux, perspectives, débat sociétal » avec la participation du professeur Amnon Suissa de Montréal.



ACCOMPAGNER L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DES DROGUES !

Invitée à s'exprimer à cette même place l'an dernier, Ruth Dreifuss évoquait « la crédibilité que la Suisse a su acquérir pour sa politique de santé et de respect des droits humains en matière de drogues ». Au moment de lui succéder, il nous faut d'abord nous présenter : la Fédération Addiction est née de la fusion de deux associations, une venant du champ de l'alcool, l'autre de celui des drogues illicites. Ensemble, nous avons construit un projet fédératif fondé sur 4 axes :

- une conception addictologique, dépassant les anciennes séparations par produits,
- une organisation gradualiste et diversifiée, des réponses, de la promotion de la santé à la réduction des risques, des traitements médicaux aux réponses sociales,
- une conviction transdisciplinaire qui réunit des professions médicales, sociales, psychothérapeutiques, mais aussi les familles, les associations d'usagers ou d'ex-usagers, dans une conception d'un soin global et inconditionnel qui vise à restaurer la capacité à agir et à choisir,
- une volonté de fédérer des acteurs venant autant de l'hôpital, des praticiens de la « ville » (médecins libéraux, pharmaciens d'officines) que de ce que nous appelons le secteur médico-social.

Des projets ont été lancés avec les associations d'usagers : sur l'empowerment avec les NA (narcotiques anonymes) ; un observatoire des droits des usagers avec ASUD, un partage des savoirs avec le Forum Psychoactif. Des partenariats ont permis d'aider à faire évoluer nos pratiques professionnelles, en complément d'une démarche participative que nous avons initiée avec notre réseau d'adhérents, par exemple, une relance des Traitements de substitutions aux opiacés avec le colloque TDO monté par les québécois du CRAN ou l'intervention précoce, largement dynamisée par les échanges avec le GREA. Et je pourrais continuer l'inventaire : les addictions sans substance, les salles de consommation, etc.

C'est dans ce mouvement que nous nous avons repris lien avec le GREA, en débattant des réponses qui devront dessiner les alternatives à la guerre à la drogue et à son triste bilan. Elles seront au cœur de cette nouvelle étape, celle d'un XXI siècle qui s'ouvre dans un contexte « addictogène » avec son « extension du domaine des addictions ». Ils condamnent à vivre et à « grandir parmi les addictions », avec le risque de s'y perdre.

Lors d'une récente journée du GREA consacrée au DSM 5, nous avons ainsi évoqué ensemble le rôle de la carte, qu'elle soit d'état major ou touristique, pour préparer un trajet ; du paysage, pour en anticiper les plaisirs par une représentation visuelle, une contemplation et de la promenade, ce moment de l'action qui seule peut offrir l'intégralité des sensations et nuances d'une expérience, y compris sa propre fatigue ou lassitude quand le trajet s'étire.

Pour réformer cette politique des addictions, il faut tracer la carte qui organiserait les chemins, en déterminerait les nouvelles limites et réponses. Il faut aussi en dessiner une représentation, un paysage, qui réponde aux inquiétudes des citoyens, emporte leur adhésion. Il ne s'agirait plus alors des seules « rêveries d'un promeneur solitaire », même « professionnel de la profession », mais d'une de ces démarches collectives dans lesquelles la Confédération helvétique à la réputation d'exceller. Merci au GREA de nous y accompagner en nous invitant à partager son expérience.

Cette année encore, le GREA a été fortement occupé par de nombreux projets et mandats en cours. Ces divers projets menés avec une posture autant réflexive qu'active revêtent une grande importance pour le GREA mais surtout pour l'évolution et le développement de prestations au sein du domaine des addictions.

Le GREA tient à remercier ses partenaires externes comme la Confédération ou les cantons, son propre comité et ses plateformes professionnelles pour leur engagement et leur confiance. Vous trouverez, ci-après, la liste des mandats qui nous ont été confiés en 2012 avec mention des personnes responsables.

FORDD - FÉDÉRATION ROMANDE DES ORGANISMES DE FORMATION DANS LE DOMAINE DES DÉPENDANCES

Coordination : *Isabelle Girod*

Mandant : *fordd*

En 2012, les liens entre le secrétariat/coordination des cursus fordd au GREA et la fordd ont été clarifiés par l'élaboration d'un mandat de prestation. Le service d'alcoolologie du CHUV a rejoint les membres porteurs fordd.

La cinquième volée du CAS interprofessionnel en addictions (2011-2012) a réuni 20 participants. 17 étudiants ont fait l'ensemble du cursus et 3 participants, porteurs du diplôme FLOM, ont bénéficié d'équivalence et ont suivi le module 4.

Plusieurs personnes ont signalé leur intérêt pour le DAS en addictions mais le chiffre de 16 inscriptions n'a pas encore été atteint.

IP - INTERVENTION PRÉCOCE : UN MODÈLE POUR ACCOMPAGNER LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Coordination : *Juliane Torrent*

Mandant : *OFSP*

Depuis 2010, le GREA, sous mandat de l'OFSP, œuvre à l'ancrage et la diffusion du modèle IP. Il s'agit de soutenir des jeunes en situation de vulnérabilité, de renforcer les compétences individuelles et collectives, ainsi que les dynamiques communautaires. A côté des formations de base proposées, le GREA a, cette année, participé à plusieurs journées de formations et a renforcé les collaborations avec le réseau suisse (Rel'ier, Radix, la FASE, l'ODES, etc.) et français (la Fédération Addiction, Oppélia, l'ARPAE et l'IREMA) ce qui a permis notam-

ment d'apporter un regard « expérientiel » au concept. Un article consacré à l'alcool et à l'intervention précoce en Suisse a été écrit dans la revue française Actal de la Fédération Addiction. Une nouvelle plateforme romande s'est créée sur les conduites à risque chez les jeunes en foyer (voir plateforme Conduites à risque) et des liens réguliers se font entre IP et les plateformes existantes du GREA. Le site www.interventionprecoce.ch recense les projets et ressources à disposition.

PILDJ - PROGRAMME INTERCANTONAL DE LUTTE CONTRE LA DÉPENDANCE AU JEU

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *Cantons romands*

Le PILDJ est un programme de la Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS) qui regroupe les six cantons romands (FR, GE, JU, NE, VD, VS). La coordination de ce programme est confiée au GREA depuis 2007.

L'année 2012 a marqué la fin de la deuxième phase du programme (2009-2012), phase dite de consolidation. Les activités standard du PILDJ ont été maintenues et continuent de trouver un sens et un bon écho auprès des différents partenaires (permanence téléphonique, site d'information, formation, recherche, etc.). Parmi les faits plus marquants, on peut mentionner la publication de deux recherches financées par le fonds de recherche du PILDJ. Les deux sujets concernent les adolescents et les jeux d'argent (Prof. Suris, GRSA-IUMSP), ainsi que le coût social du jeu excessif en Suisse (Jeanrenaud – IRENE, CJE). Les résultats de ces études ont été diffusés aux médias et mis à disposition du grand public sur le site du PILDJ (www.sos-jeu.ch). Agrémentés de courts commentaires vidéo des chercheurs, leur impact médiatique a été très réjouissant, ce qui montre l'émergence de cette question dans le débat public.

Une partie de l'année a aussi été consacrée à l'élaboration de la troisième phase du programme (2013-2105), qui devrait être validée début 2013.

Plus d'informations sur le site www.sos-jeu.ch.

SIP - PROJET SERVICE ITINÉRANT DE PRÉVENTION

Coordination : *Frédéric Richter*

Le projet SIP est un projet initié par la plateforme jeu du GREA, il s'inscrit en complément des activités du PILDJ dans un effort général d'amélioration de l'articulation entre les opérateurs de jeux d'argent et les centres spécialisés.

Le projet SIP s'est déroulé en partenariat avec la Loterie romande. Une enquête de terrain réalisée auprès des dépositaires de loterie électronique (Tactilo) a permis de mettre en évidence les compétences comme les besoins de ces tenanciers de café-restaurant qui côtoient quotidiennement des joueurs. S'appuyant sur le rapport SIP, des recommandations pour renforcer le repérage précoce des joueurs problématiques ont été formulées par un groupe d'experts romands. Une suite du projet, toujours sous la forme d'un partenariat avec la Loterie romande, est en discussion.

PNA - PROGRAMME NATIONAL ALCOOL

Coordination : *Juliane Torrent*

Mandant : *OFSP*

Dans le cadre du mandat « Gestion de la communication en matière de politique alcool en Suisse romande » 2009-12, le travail du GREA, en 2012, s'est concentré sur trois axes permettant le développement d'importantes synergies. Information et suivi, promotion du PNA et appui à l'intercantonalité ont développé les relations entre les cantons et la Confédération tout en respectant les spécificités de chacun. Le GREA a soutenu le réseau alcool ainsi que les actions de terrain et favorisé la communication.

Dans le contexte de la Campagne Alcool, la Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool, qui a eu lieu le 10 mai 2012, avait pour thématique « Alcool : où est le problème ? ». Le GREA, en lien avec les professionnels des addictions, a soutenu les actions visant à établir le dialogue avec la population et à inciter la réflexion sur la consommation d'alcool et ses conséquences. Concernant les champs de dialogue (Dialogfeld), le GREA a participé à des groupes de travail sur la thématique de l'alcool dans le sport, au travail et dans l'espace public, là aussi avec les différents partenaires du réseau suisse.

Campagne Alcool et Semaine Alcool

Coordination : *Jade Ruppen*

Mandant : *OFSP*

Afin de renforcer le dialogue sur l'alcool, l'OFSP a mis en place une campagne nationale d'un genre nouveau s'inscrivant dans le Programme National Alcool 2008-2012. Cette campagne englobe :

- la Journée Alcool (anciennement « Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool ») visant à davantage de solidarité envers les personnes souffrant d'alcoolisme et s'adressant aux professionnels des addictions en priorité,

- la Semaine Alcool, dont l'objectif est d'accroître le dialogue sur l'alcool en s'adressant à l'ensemble de la société civile, tous milieux confondus.

Le GREA accompagne la réalisation de cette campagne, en apportant son soutien aux acteurs de terrain et en mettant en réseau les acteurs nationaux, les cantons et les partenaires de la société civile. Concrètement, il s'agissait initialement d'établir des contacts avec les pouvoirs publics de chaque canton, de faire le lien avec les aspects politiques, d'appuyer une coordination des actions et de promouvoir la communication sur les actions. Le rôle du GREA est également de conseiller l'OFSP sur les aspects concernant le terrain et les sensibilités régionales. Enfin, il s'agissait également d'élargir et de consolider les réseaux alcools, en approchant divers domaines de la société civile, issus d'intérêts différents, afin de rallier le plus de monde à la cause : briser les tabous sur l'alcool !

Protection de la jeunesse dans les manifestations publiques (mesure 8)

Coordination : *Jade Ruppen*

Mandant : *CDS, PNA*

Dans le cadre des réflexions entamées sur la mesure 8 du PNA (protection de la jeunesse), le Fachverband Sucht et le GREA ont conduit et encadré le groupe de travail intercantonal bilingue, constitué fin 2011, en vue de procéder à un état des lieux sur les différentes pratiques existantes en matière de protection de la jeunesse dans les manifestations publiques soumises à autorisation.

Au niveau national, des limites d'âges existent et la publicité adressée spécifiquement aux jeunes est interdite. A l'échelle cantonale, ce sont des mesures législatives, comme l'article « sirop » ou les restrictions d'horaires de vente d'alcool, qui complètent les lois fédérales. Ces dernières ne sont toutefois pas appliquées partout et il existe des domaines où la protection de la jeunesse reste insuffisante. C'est le cas des manifestations publiques soumises à autorisation.

CYBERADDICTION : ÉTAT DES LIEUX ET PROJET PILOTE

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *OFSP*

Le GREA et le Fachverband Sucht ont réalisé, sur mandat de l'OFSP, un état des lieux sur la cyberaddiction en Suisse. Il a été agrémenté d'un projet pilote qui a

permis de sonder des utilisateurs (jeux vidéo), ainsi que des parents sur l'usage excessif d'internet.

Des points de vues communs aux deux groupes sondés sont apparus, comme la conscience des risques d'usage excessif des écrans ou la nécessité d'une prévention sur le sujet. Les regards qui sont portés sur les contenus divergent, les parents expriment une inquiétude certaine face aux contenus violents ou sexuels, ainsi que par rapport au temps passé devant l'écran, ces comportements sont souvent assimilés à tort à de la cyberaddiction. Le terme de cyberaddiction est sujet à controverse, il est donc apparu qu'une clarification était nécessaire, raison pour laquelle une journée pour les professionnels a été organisée par le GREA sur le thème « Internet : addict or not addict ? ». Consécutivement à ces travaux, les associations professionnelles ont pris position sur la question, voir position du GREA sur l'hyperconnectivité (www.grea.ch/hyperconnectivite).

ALCOCHOIX+

Coordination : *Isabelle Girod*

Le projet Alcochoix+ continue sur trois fronts :

- l'offre est maintenant proposée par 10 institutions de Suisse romande et 3 médecins en cabinet privé.
- l'évaluation du programme est en cours sous la direction du Dr. Thierry Favrod-Coune, HUG. Cette évaluation se basera sur les données récoltées par questionnaire au début du programme, puis, après les 6 semaines. Enfin, pour les participants qui l'acceptent, ils seront recontactés 6 mois, puis 12 mois après la fin du programme.
- l'élaboration de la formation e-learning pour les médecins généralistes est en voie de finalisation.

En septembre 2012, il y a eu une formation qui a réuni 10 participants.

PAC ET PAC PLUS – PLANS D'ACTION CANTONAUX ALCOOL

Coordination : *Nathalie Arbella*

Mandant : *OFSP, EKAL, RFA*

En 2012, Le GREA a organisé la troisième demi-journée « PAC plus » romande, organisée sous mandat de la Confédération à l'attention des acteurs cantonaux

des domaines de la justice et police, du social, de la santé et du secteur privé concernés directement par des questions relatives à la thématique alcool.

Elle s'est déroulée le 6 juin à Lausanne, sur le thème « L'alcool dans les stades » et a réuni 42 participants. Ce thème était en lien direct avec l'adoption des modifications du concordat intercantonal du 15 novembre 2007 par la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police (CCDJP), le 2 février 2012 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Une des nouveautés dans le cadre du régime d'autorisation est notamment la possibilité d'interdire la vente d'alcool lors des matchs à risque. Le concordat ayant un but incitatif, les autres mesures applicables relèvent des cantons. Cet après-midi avait donc pour objectifs de :

- présenter les mesures sur l'alcool instituées par le nouveau concordat,
- présenter les mesures structurelles et les mesures de régulation déjà en vigueur,
- discuter des impacts de la mise en œuvre de ces mesures du point de vue de l'ensemble des acteurs concernés.

Un document de synthèse retrace les échanges très riches de cette journée : « Synthèse des discussions du PAC plus «Alcool dans les stades». Il est disponible sur le site du GREA.

Par ailleurs, le GREA a également soutenu le groupe de projet PAC dans la réalisation de la journée annuelle nationale PAC, orchestrée par notre association sœur alémanique, le Fachverband Sucht.

JEUNES, ALCOOL, ESPACE PUBLIC : RENFORCER LA COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS

Coordination : *Nathalie Arbella*

Dans le cadre d'un projet conjoint avec RADIX, financé par le Programme national alcool (PNA), le GREA a réalisé, en juin 2012, le document de synthèse «Jeunes, alcool et espace public». Ce document s'appuie sur le travail réalisé par le groupe de travail du même nom, animé par le GREA, et sur les documents :

- Jeunes, alcool et espaces publics : un concept interprofessionnel d'intervention (enquête de RADIX, 2012),

- Jeunes, alcool et espace public. Bonnes pratiques : regard international (recherche réalisée par l'Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable de l'Université de Lausanne et Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève, 2012),
- Sécurité et intégration sociale dans l'espace public. Champs d'intervention et propositions d'actions (recommandations de l'Académie des dépendances, 2011),
- Les jeunes et la consommation d'alcool sur l'espace public (synthèse du PAC plus, 2010).

Il propose une synthèse de la réflexion et des pratiques sur la question des rassemblements spontanés chez les jeunes qui consomment de l'alcool sur l'espace public.

Le projet soutenu par le PNA s'est achevé en automne 2012. Lors de la dernière séance du groupe de travail, les participants ont exprimé leur désir de continuer de se réunir avec la même animation et de procéder à des interventions sur des situations concrètes amenées par eux. Une recherche de fond a été entreprise par le GREA pour assurer la pérennité de ce projet, malheureusement, sans succès. Le GREA continue cependant de soutenir cette dynamique, car il est très important de maintenir des interfaces entre sécurité, prévention et travail hors-murs. C'est par le dialogue et la mise en commun des questionnements que nous pouvons construire ensemble des réponses plus adaptées.

PRISE EN COMPTE DU TABAC DANS LES LIEUX SPÉCIALISÉS EN ADDICTION

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *OFSP*

Le GREA et le Fachverband Sucht ont réalisé en 2010 et 2011 un état des lieux sur la prise en compte du tabagisme dans les lieux spécialisés en addiction. Ce mandat, financé par le Fonds de Prévention du Tabagisme (FPT), s'est terminé début 2012 avec la publication de recommandations. Pour la première fois, les trois associations suisses des professionnelles des addictions (GREA, Fachverband Sucht et Ticino Addiction) se sont alliées pour produire et diffuser ces recommandations (voir le site du GREA, rubrique Publications).

Le sujet du tabagisme est une excellente opportunité, tant pour élaborer des outils pratiques pour les professionnels au contact de ces publics polydépendants,

que pour affiner les réflexions théoriques des commissions fédérales sur la base des expériences pratiques de collaboration. Les associations professionnelles souhaitent donc soumettre une nouvelle offre au FPT pour poursuivre ce travail rassembleur et innovant.

IN MEDIAS : AU CŒUR DU DIALOGUE

Coordination : *Nathalie Arbellay*

In medias utilise le dialogue philosophique pour renforcer l'esprit critique des jeunes face aux risques liés à l'utilisation des médias électroniques (contenus inappropriés, surinvestissement, mésusages). Le jeune est valorisé comme porteur de compétences sociales et réflexives qu'il s'agit, pour les professionnels formés à cette animation, d'encourager et de renforcer. Cet outil s'adresse à tout professionnel en relation avec les jeunes (de 8 à 18 ans).

Les objectifs d'In medias sont de développer la prévention par le dialogue philosophique en Suisse romande, de répondre aux besoins des professionnels concernés et d'adapter cet outil à la prévention d'autres comportements addictifs (alcool, cannabis, etc.). Le projet a reçu pour ce faire le soutien de l'OFSP (PNA) et de la Loterie Romande.

In medias a aussi apporté son soutien au lancement et à la réalisation du projet LiVE (Liens virtuels excessifs) pour former des intervenants à l'animation d'ateliers de dialogue philosophique qui se dérouleront, courant 2013, dans des classes d'écoles genevoises et aborderont les thèmes de la pièce Yoko-ni que les élèves auront été voir. Une 2ème formation a également été à l'affiche du programme de printemps 2012 du GREA. En parallèle, des textes et supports didactiques nécessaires à l'animation des ateliers sont également développés.

INTERVENTIONS DANS LES HES

Coordination : *Nathalie Arbellay et Isabelle Girod*

Mandant : *HES santé-sociale de Suisse romande*

En tant qu'association professionnelle, le GREA se doit de nourrir les contenus de base dans la formation initiale des futurs professionnels du champ socio-sanitaire. Pour ce faire, le GREA reçoit plusieurs mandats des hautes écoles, soit pour des enseignements, soit pour l'accompagnement des mémoires qui traitent des addictions.

COMMUNICATION

SITE INTERNET

Cette année, le site internet du GREA a doublé le nombre des actualités sur ses activités et celles du champ des addictions, avec environ plus de 300 news postées.

Il a été visité par 27'828 visiteurs pour un total près de 100'000 pages vues. En plus d'avoir une écoute principale en Suisse avec 21'154 visiteurs locaux, le site internet du GREA attire de nombreux professionnels à l'étranger avec plus de 5'300 visiteurs francophones (par ordre décroissant France, Canada, Belgique).

L'année 2012 a aussi été l'occasion d'entrer dans l'univers de la vidéo sur internet. Une nouvelle rubrique a été mise en place, qui permet aux professionnels/spécialistes d'expliquer simplement, en quelques mots, une question complexe. Par ce nouvel outil de communication, le GREA tente d'améliorer la compréhension de notre travail chez les non-spécialistes, comme les décideurs ou les médias.

L'équipe du GREA reste à votre disposition pour vous guider dans l'utilisation de ce site qui se veut collaboratif et où les actualités des acteurs y ont toute leur place.

LA REVUE « DÉPENDANCES »

Trois nouveaux numéros sont parus cette année grâce à la collaboration entre Addiction Suisse et le GREA.

Voici les numéros et thèmes 2012 :

- n°46 « Migration »
- n°47 « Logement »
- n°48 « Limites actuelles de la politique drogue »

Tous les articles sont disponibles en format .pdf sur le site internet du GREA une année après leur parution dans la version papier. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué ces dernières années à la rédaction du « Dépendances », en particulier les professionnels qui donnent de leur temps pour transmettre leur savoir-faire, exercice précieux dans l'espace interdisciplinaire des addictions.

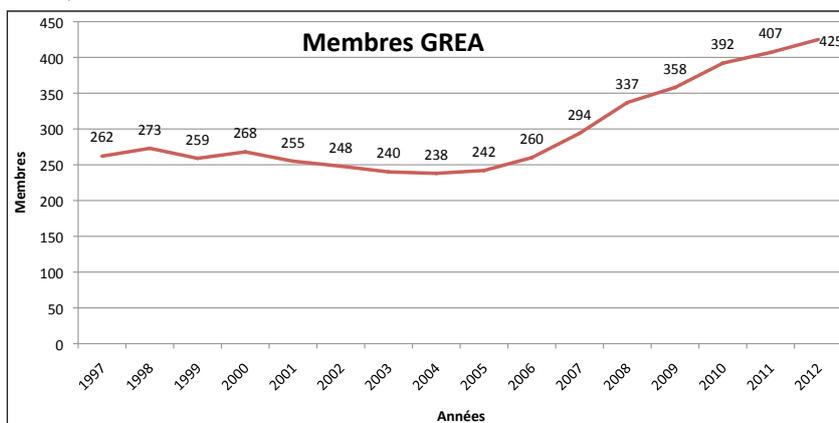
GREA-Infos

Le bulletin d'information du GREA a été édité trois fois en 2012. Les membres peuvent y trouver les principales nouvelles de l'association comme du monde des addictions avec les projets du GREA, les enjeux politiques nationaux et internationaux. Tous les GREA-Infos sont également en consultation libre sur notre site internet.

EVOLUTION DES MEMBRES DU GREA

Le GREA compte toujours plus de membres. Cette année, nous nous réjouissons d'accueillir 18 nouveaux membres portant ce nombre à 425.

Les membres de soutien ont également augmenté. C'est maintenant 13 institutions qui soutiennent directement notre association.



PRÉSENCE MÉDIATIQUE

Le travail avec les médias compte parmi les tâches du GREA. Il importe en effet de faire connaître au grand public les positionnements et réflexions du réseau professionnel. Cela permet aussi de diffuser nos revendications en matière politique, à un moment où de grands chantiers législatifs sont ouverts. Durant l'année 2012, le GREA est apparu à 62 reprises dans la presse et les médias audio-visuels suisses.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET PRISES DE POSITION

COMMUNIQUÉS DE PRESSE 2012

- 21 février 2012 – « OUI à l'arrêté fédéral - OUI à l'ouverture du débat sur les jeux d'argent »
- 07 mars 2012 – « Les amendes d'ordre appliquées au cannabis acceptées par le Conseil national »
- 09 mai 2012 – « 10 mai 2012 : Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool »
- 04 juin 2012 – « Dépénalisation du cannabis : Le Conseil des Etats choisit le pragmatisme et favorise la prévention »
- 13 juin 2012 – « Les tournois de Poker bientôt autorisés en Suisse hors casinos »
- 27 juin 2012 – « Marché de la drogue : Les Nations Unies font le lien avec la pauvreté. »
- 10 juillet 2012 – « Jeux d'argent et société - trois recherches novatrices »
- 07 novembre 2012 – « Le Colorado et Washington légalisent le cannabis »
- 29 novembre 2012 – « 4 ans après l'adoption de la Loi sur les stupéfiants »

PRISES DE POSITION 2012

- 04 juin 2012 – « Projet «Managed Care» : NON au projet de révision de la LAMal du 17 juin 2012 »
- 31 août 2012 – « Fumée passive - Position sur les initiatives en cours »
- 10 septembre 2012 – La « guerre contre le dopage » et la « guerre à la drogue »
- 12 octobre 2012 – « Hyperconnectivité : les professionnels prennent position »

PARTENARIATS SUISSES ET INTERNATIONAUX

Le GREA se conçoit comme le pivot romand des différents réseaux actifs dans le domaine des addictions. La question des partenariats relève donc toujours pour le GREA une importance particulière. Ce travail de tissage de lien se fait dans un esprit d'ouverture et d'échanges, mais aussi dans une perspective pragmatique, avec la ferme conviction que ce n'est que par l'unité du champ professionnel que nous pouvons revendiquer une place dans le processus politique.

En ce sens, nous continuons à entretenir de bonnes relations avec nos partenaires, notamment avec Addiction Suisse, notre fidèle partenaire de la revue Dépendances, mais aussi bien entendu le Fachverband Sucht et Ticino Addiction, nos associations sœurs des autres régions linguistiques, le CoRoMA et la CRIAD, fédérations romandes représentant respectivement le monde médical et les institutions, et tous les autres partenaires au niveau suisse. Parallèlement à ces liens avec des organisations de la société civile, le GREA collabore également étroitement avec les pouvoirs publics, tant au niveau fédéral (OFSP) qu'au niveau intercantonal.

L'année 2012 aura aussi été l'occasion pour le GREA d'intensifier ses collaborations avec la France, avec les différents acteurs du domaine et, en premier lieu, avec la Fédération Addiction (voir l'invité). Nous partageons un même espace linguistique et il convient de le valoriser tant nos réalités sont proches. De magnifiques opportunités d'échanges et de projets communs s'ouvrent devant nous. C'est notamment le cas dans le domaine de la formation et de l'action politique au niveau international.

Sur ce dernier point, le GREA s'investit également dans le mouvement international qui voit le jour ces dernières années pour une révision en profondeur du système de régulation des drogues. Ceci comprend l'approfondissement de nos liens avec des acteurs qui mènent ce débat, en premier lieu la « Global Commission on Drug Policy », dont le GREA a largement diffusé le deuxième rapport sur le VIH/SIDA sorti en 2012, mais aussi tous les réseaux d'acteurs qui s'engagent pour les valeurs que soutient le GREA, comme l'IDPC et l'HRI.

REPRÉSENTATION POLITIQUE AU NIVEAU NATIONAL

Faire entendre l'expertise professionnelle dans le débat politique compte parmi les premières raisons d'être du GREA. Dans les débats passionnés sur les addictions, l'émotion et l'idéologie contribuent souvent à baisser la qualité des débats. Les professionnels ont ici un rôle à jouer, en livrant une expertise crédible dans les cercles décisionnels. La période actuelle présente de grands défis sur plusieurs champs en même temps, sollicitant de manière intensive les ressources du GREA. Trois chantiers prioritaires occupent notre association :

POLITIQUE DROGUE ET MISE EN ŒUVRE DE LA LSTUP :

Bien que la LStup ait été largement acceptée par le peuple, sa mise en œuvre en Suisse romande reste compliquée. La crise ouverte par la question du deal de rue a des répercussions majeures sur certaines mesures et les professionnels œuvrant dans la réduction des risques tirent la sonnette d'alarme dans certains cantons. Face à ces évolutions qui mettent en danger les acquis du modèle suisse, le GREA a adopté la stratégie de relancer le débat sur la réglementation du marché des drogues. Revendiquée de longue date, cette position est aujourd'hui plus nécessaire que jamais, afin de répondre aux préoccupations de la population sur le marché de la drogue devenu omniprésent. Une solution sur le volet de l'offre devient de plus en plus nécessaire, dans l'intérêt des usagers et des professionnels, mais aussi de la population en général.

RÉVISION DE LA LOI SUR L'ALCOOL :

Un immense chantier s'est ouvert avec la révision totale de la loi sur l'alcool. D'une philosophie libérale, centrée sur la compétitivité de l'industrie de l'alcool en Suisse, le projet du Conseil fédéral a beaucoup déçu les milieux professionnels, par son absence de courage dans une réglementation plus ambitieuse du marché et par son attaque directe contre la prévention (baisse des moyens). Il est donc essentiel de tenter de contrer cette vague du laisser-faire et de montrer que la voie choisie ne correspond pas aux intérêts de la population.

Pour ce faire, le GREA s'investit avec ses partenaires dans une coalition suisse formée à cet effet (pour une politique de l'alcool responsable). Il a aussi mis en place une coordination romande, pour agir également en lien avec les cantons et les réseaux professionnels cantonaux, et pour faire remonter les informations pertinentes dans les débats.

LOI SUR LES JEUX D'ARGENT :

Suite au lancement de l'initiative « pour le bien commun » par la Loterie Romande, un contre-projet a été adopté en mars 2012, sous la forme d'une nouvelle norme constitutionnelle (art 106). Ceci déclenche une révision des lois en vigueur (loi sur les loteries et loi sur les maisons de jeux). Le GREA représente les milieux de la prévention des addictions dans le groupe de travail qui rédige actuellement la nouvelle législation. Pour répondre au mieux à sa préoccupation de représenter au plus près la vision des acteurs spécialisés du domaine, le GREA a mis en place avec le Fachverband Sucht un groupe de suivi, qui permet d'associer étroitement les acteurs socio-sanitaires du jeu excessif à ses travaux.

HYPERCONNECTIVITÉ

Santé, sociologie, philosophie, économie et politique s'emparent du sujet, les médias électroniques sont devenus un thème de société. Face à l'émergence d'un marché prometteur, l'industrie liée au monde numérique s'est considérablement développée, les produits numériques se multiplient tant au niveau des supports (ordinateur portable, tablette, smartphone, etc.) qu'au niveau des contenus (e-loisirs, e-communication, e-commerce, etc.). La jeune génération devient de plus en plus experte, l'ordinateur familial est remplacé par un ordinateur personnel portable, une tablette numérique ou le téléphone portable. Nous sommes hyperconnectés !

Les jeunes, les « digital natives », vivent avec les mondes numériques quotidiennement et les utilisent depuis leur naissance dans tous les domaines d'activités possibles. Les adultes, les « digital migrants », ne développent pas le même rapport aux médias électroniques qu'ils adoptent et intègrent progressivement dans leurs quotidiens professionnel et personnel. Le conflit intergénérationnel propre à la relation entre jeunes et adultes s'exprime aujourd'hui également au travers des représentations et pratiques à l'égard des médias électroniques. Le monde numérique est une révolution cognitive, certains auteurs parlent de mutation sociétale (Jean-Paul Gaillard), de changement de monde (Michel Serres).

La multiplication des écrans génère potentiellement des risques d'usage excessif. L'usage excessif des jeux vidéo, des réseaux sociaux, des chats, des jeux en ligne ou des sites pornographiques est aujourd'hui un motif de consultation dans les lieux spécialisés en addiction.

Au cours de ces dernières années sont apparues des offres de prévention et de traitement. C'est notamment le cas en Suisse romande où se trouvent plusieurs centres spécialisés.

Le terme de cyberaddiction est toutefois sujet à controverse. Il n'existe pas de consensus scientifique quant à la notion de cyberaddiction ; les études cliniques sont à ce sujet insuffisantes. Les classifications internationales (DSM ou CIM) n'ont, pour l'heure, pas retenu de diagnostic relatif à l'addiction à internet. L'emploi des nouveaux médias comporte un risque de stigmatisation à l'encontre des jeunes et des cultures numériques émergentes. Il convient, dès lors, si on veut l'utiliser, de le faire avec prudence, notamment à l'égard de la jeunesse avec laquelle on préférera parler « d'usage excessif ».

Pour toutes les problématiques addictives, il n'est pas aisé de comprendre le sens des pratiques, comme de construire les réponses adaptées, sans envisager l'ensemble du phénomène et des différents types de consommation. Il en va de même pour les médias électroniques. Les pratiques sociales ont toujours un sens qui se construit à travers les représentations de l'ensemble du corps social. C'est donc l'ensemble de la communauté et des utilisateurs qui est concerné. Les limites et les interdits qui sont posés dans les usages offrent un cadre protecteur aux personnes en situation de vulnérabilité. Il existe ainsi une responsabilité partagée entre l'individu et la société, pour prévenir et réduire les dommages de l'hyperconnectivité.

Pour en savoir plus, voir la page focus sur www.grea.ch/hyperconnectivite

BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2011 ET 2012

ACTIFS	2011	2012
ACTIFS CIRCULANTS	466'869.91	554'598.19
Caisse	150.95	447.15
PostFinance	199'000.24	218'900.16
Raiffeisen cpte ép. soc.	128'422.05	128'798.45
Raiffeisen cpte ép.	6'234.20	6'249.80
Compte d'attente	-677.95	0.00
Débiteurs	15'094.00	137'864.00
Provisions pertes s/débiteurs		-14'300.00
Impôt anticipé	459.54	662.19
TVA à récupérer (IPI)		0.00
COMPTES DE RÉGULARISATION	118'186.88	75'976.44
Actifs de régularisation	105'361.10	62'962.11
C/c FORDD	2'007.90	106.90
C/c PILDJ	10'817.88	12'907.43
Mouvements de Fonds		0.00
ACTIFS IMMOBILISÉS	13'000.00	10'801.00
Matériel informatique	12'000.00	10'600.00
Matériel de cours	800.00	1.00
Titres	200.00	200.00
Total	479'869.91	565'399.19

PASSIFS	2011	2012
FONDS ÉTRANGERS	42'136.07	2'989.66
Créanciers	19'529.35	9'598.95
Décompte TVA	22'606.72	-6'609.29
MANDATS	91'502.56	63'331.58
Escomptes sur mandats		-0.05
C/c Mandat PNA	-7'561.50	4'625.70
C/c Mandat AW - Semaine alcool	7'279.60	0.00
C/c Mandat AK - Campagne alcool	-2'465.25	63'080.10
C/c Mandat Intervention précoce	13'545.95	7'692.53
C/c Mandat Online Sucht	26'788.90	0.00
C/c Mandat Alcool et espace public	2'270.00	0.00
C/c Mandat Fonds Tabac	1'837.05	0.00
C/c Mandat In medias	-285.90	0.00
C/c Mandat A+ (e-learning)	10'000.00	0.00
C/c Mandat A+ (évaluation)	45'227.06	0.00
C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	-5'133.35	-12'066.70
PASSIFS DE RÉGULARISATION	31'680.05	54'136.70
Passifs de régularisation	31'680.05	54'136.70
FONDS PROJETS	38'451.53	138'370.99
Fonds Alco+	15'429.03	70'297.69
Projet DB+site	23'022.50	0.00
Projet In médias		43'452.15
Projet Brochures Ados		6'318.50
Projet SIP - LoRo		18'302.65
PROVISION	8'000.00	36'000.00
Provision déménagement	8'000.00	16'000.00
Provision garantie de loyer		10'000.00
Provision projet charte		10'000.00
FONDS PROPRES	266'226.86	268'099.70
Capital	92'167.80	94'040.64
Réserve plan social	82'983.12	82'983.12
Fonds formation	8'000.00	8'000.00
Fonds réserve «Femmes dépendances»	6'000.00	6'000.00
Fonds communication	17'963.58	17'963.58
Réserve pour équipement	8'171.00	8'171.00
Réserve campagnes politiques	20'941.36	20'941.36
Réserve projet de prévention	30'000.00	30'000.00
Différence (capital)	1'872.84	2'470.56
Total	479'869.91	565'399.19

COMPTE DE PERTES ET PROFITS COMPARÉS ENTRE 2011 ET 2012

DÉPENSES	2011	2012	PRODUITS	2011	2012
FORMATION GREA	50'051.99	75'030.53	RECETTES	146'715.89	211'420.51
Promotion formation	5'767.02	6'490.00	Cotisations	41'030.00	45'690.00
Défraiement intervenants	35'768.12	58'389.43	Modules de formations	68'750.00	136'307.60
Frais modules	5'619.70	1'755.20	Journées de formations	18'161.40	6'150.00
Frais journées	2'897.15	7'995.90	Prestations diverses	7'100.00	9'621.30
Frais certification		400.00	Autres produits	2'968.69	81.75
COORDINATION	18'737.56	32'134.05	Indemnités interventions	8'705.80	13'569.86
Soutien aux plateformes	832.80	1'331.10	MANDATS	620'364.10	576'992.32
Frais de délégation internationale	583.85	2'811.31	Produit fordd	145'833.35	129'990.75
Autres frais de délégation et représentation	6'983.50	2'200.10	Produit PILDJ	114'060.00	104'000.00
Cotisations diverses	950.00	1400.00	Résultat s/Mandat PNA	96'080.00	67'400.00
Comité GREA	217.15	15'259.40	Résultat s/Mandat AW - semaine alcool	29'850.00	
Membres GREA	8'064.00	7'605.00	Résultat s/Mandat AK - campagne alcool	43'780.00	71'000.00
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1'106.26	1'527.14	Résultat s/Mandat intervention précoce	21'200.00	39'700.00
COMMUNICATION	22'412.85	18'100.95	Produit PAC+ (KAP+)	35'211.85	43'271.85
Internet	279.65	147.25	Produit PAC (KAP)	4'629.65	9'259.30
Maintenance «cloud» (DB & site)	5'762.55	5'670.00	Résultat s/Mandat Online Sucht	25'730.00	25'518.02
Impressions et envoi réseau	9'949.00	9'834.90	Résultat s/Mandat Alcool et espace public	12'730.00	9'015.35
Graphisme	1'563.85	207.15	Résultat s/Mandat Fonds Tabac	35'200.00	22'292.60
Débats	4'857.80	2'241.65	Produit Site CoRoMA	9'259.25	6'944.45
PERSONNEL	733'156.18	772'268.61	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	46'800.00	48'600.00
Salaires	619'538.73	644'008.26	PROJETS		44'347.50
./. Salaires récupérés	-18'740.00	-12'075.05	Produits projet DB+Site		7'747.50
Charges sociales	93'273.90	111'774.65	Produit A+		0.00
Défraiement, transports, formation	16'447.45	16'595.00	Résultat s/Projet In Medias		21'600.00
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	22'483.40	11'450.95	Résultat s/Projet Brochure Ados		2'200.00
Frais de représentation	152.70	514.80	Résultat s/Projet SIP - LoRo		12'800.00
ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES	85'236.22	124'049.18	AUTRES PRODUITS	143'384.30	190'579.50
Frais d'envoi et de copies	15'670.76	22'618.66	Soutiens cantonaux (dîmes)	137'384.30	149'819.50
Leasing, technique et hardware	5'259.25	1'709.30	Soutien GFD	6'000.00	42'550.00
Maintenance informatique	7'112.34	1'004.00	Projets GREA		0.00
Télécom (téléphone, Internet)	4'445.08	4'899.37	Escomptes		-1'790.00
Loyer	16'248.00	18'836.00	PRODUITS FINANCIERS	1'003.35	714.05
Entretien des locaux	185.95	110.90	Intérêts rémunérateurs	1'003.35	714.05
Fournitures de bureau, frais administratifs	7'422.24	9'744.50			
Comptabilité	24'576.85	14'137.95			
Assurances commerciales	382.35	372.40			
Frais financiers, intérêts	386.49	439.15			
Ajustement TVA	-7'810.09	0.00			
Amortissements	8'375.95	7'925.85			
Mouvements extraordinaires	-5'018.95	-48.90			
Attribution provision pour pertes s/débiteurs		14'300.00			
Attribution pour provision déménagement	8'000.00	8'000.00			
Attribution provision pour garantie loyer		10'000.00			
Attribution provision pour projet charte		10'000.00			
Différence (bénéfice)	1'872.84	2'470.56			
Total	911'467.64	1'024'053.88	Total	911'467.64	1'024'053.88

LE SECRÉTARIAT

Nathalie Arbella, collaboratrice scientifique et responsable administration

Olivier Bolomey, collaborateur scientifique (jusqu'au 31 juillet 2012)

Isabelle Girod, responsable formation

Stella Jalade, médiaticienne

Dominique Quiroga, assistante de projet (du 1er avril au 30 septembre 2012)

Frédéric Richter, vice-secrétaire général, responsable mandats

Josiane Reguin, secrétaire

Jade Ruppen, chargée de projet

Jean-Félix Savary, secrétaire général

Juliane Torrent, collaboratrice scientifique (dès le 1er septembre 2012)

LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Les stagiaires :

Vanessa Barbieri, assistante de projet (du 24 janvier au 30 avril 2012)

Géraldine Morel, collaboratrice scientifique (dès le 1er octobre 2012)

Les civilistes :

Xavier Decotignie

Gailan Handschin

Olivier Lüthi

François Roulet

Julien Saggiorato

Niels Weber

LE COMITÉ

Cédric Fazan, président dès le 24 mai 2012, membre du bureau,
remplace Viviane Prats, Vaud

Anne François, vice-présidente dès le 24 mai 2012, membre du bureau
remplace Pierre-Yves Aubert, Genève

Jean Bergeron, Vaud

Stéphane Caduff, Vaud

Jean-Alain Dubois, Berne

Pierre Duffour, Fribourg

Thierry Humair, Neuchâtel

Yasser Khazaal, Genève

Yaël Liebkind, Genève

Nathalie Mondin, Fribourg

Ann Tharin, Vaud

Gérald Thévoz, Genève

Philippe Vouillamoz, Valais

**GROUPEMENT ROMAND
D'ETUDES DES ADDICTIONS**

Rue Saint-Pierre 3
CP 6319
1002 Lausanne
T. +41 24 426 34 34
F. +41 24 426 34 35
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

**NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER CHALEUREUSEMENT
TOUS LES ORGANISMES QUI NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS
PRESTATIONS :**

Canton de Berne
Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales
Confédération suisse, OFSP
Groupe d'experts formation dépendances (EWS-GFD)
Infodrog
Loterie Romande